

PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE
JEUDI 20 OCTOBRE 2022

Présents : Armand Hermans, président du CPAS
Louis Waxweiler, Jane White, Marc Joseph, Annie Vanderhaegen, Bernard
Carpriau, Carol Delers, Houda Khamal Arbit, Jacqueline Moreau, Arlette De
Ridder, Guido Schollen, conseillers du CPAS
Audrey Monsieur, directeur général

Absents :
Excusés :

Le président ouvre la séance à 18h30.

Points ajoutés séance publique
Points ajoutés séance à huis clos

A. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE PRECEDENTE DU CONSEIL

1. Politique et Organisation – Approbation du procès-verbal de l'assemblée du Conseil du 15/09/2022

Le Conseil,

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

Décide

Le Conseil approuve à l'unanimité des voix le procès-verbal de l'assemblée du Conseil du 15/09/2022.

B. SEANCE PUBLIQUE

2. Politique et Organisation – Notification des décisions du Bureau permanent

Le Conseil,

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

3. Politique et Organisation – TMVS / CREAT – Assemblée générale extraordinaire du 13/12/2022

Le Conseil,

Contexte

Le CPAS de Wemmel est affilié à l'association prestataire de services TMVS dv.

Le Conseil du CPAS a désigné Monsieur Bernard Carpiau en tant que représentant et Monsieur Marc Joseph en tant que suppléant du CPAS de Wemmel aux Assemblées générales pour toute la législature. Courrier de TMVS/Creat du 27/09/2022 portant invitation à l'Assemblée générale du 13/12/2022 (voir annexe)

Fondements juridiques

- Article 432 du décret sur l'administration locale

Motivation

Désignation d'un représentant à l'Assemblée générale

Avis et visa du service financier

Pas d'application

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

Décide

Article 1^{er} – Le Conseil du CPAS décide d'approuver tous les points figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire du 13/12/2022 de TMVS dv ainsi que la documentation y afférente nécessaire à l'examen des points de l'ordre du jour :

1. Adhésion de membres
 2. Actualisation des annexes 1 et 2 aux statuts dans le sillage des adhésions
 3. Evaluation de 2022, activités à développer et stratégie à suivre en 2023 (cf. article 432 du décret sur l'administration locale)
 4. Budget 2023 (cf. article 432 du décret sur l'administration locale)
 5. Actualisation des jetons de présence
 6. Nominations statutaires
- Divers

4. Résidence – Investissements dans les ascenseurs de la Résidence

Le Conseil,

Contexte

Vu la reprise, en date du 01/04/2014, de l'ASBL Pro Humanitate par le CPAS

Attendu que les fonctionnaires communaux avaient d'emblée indiqué que de nombreux investissements devraient être réalisés au sein de la Résidence, notamment pour la sécurité incendie des ascenseurs, le renouvellement des fenêtres et de la cuisine, le renouvellement de la toiture, etc.

Vu notre objectif de politique n° 12 'Toutes les tâches et activités de l'ASBL Pro Humanitate sont transférées au CPAS...', plan d'action 71 'les investissements structurels à réaliser dans les parties communes du bâtiment sont planifiés et réalisés', action 357 'sécurité incendie des ascenseurs'

Vu la décision du Conseil de reprendre pour le 1/4/2014 un certain nombre de contrats conclus par l'ASBL Pro Humanitate avec des fournisseurs, dont le contrat avec Technilift

Fondements juridiques

Vu la loi du 15 juin 2006 (M.B. du 15-02-2007) relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 (M.B. du 09-08-2011) relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (M.B. du 14/02/2013) établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics

Vu le décret sur l'administration locale du 22/12/2017

Motivation

Les investissements à réaliser consistaient en la pose de doubles portes coupe-feu, l'abaissement des boutons de l'ascenseur jusqu'à la hauteur adéquate pour les personnes se déplaçant en chaise roulante et le remplacement proactif des moteurs, câbles et réducteurs de 2 ascenseurs par an.

En 2015, le moteur et le réducteur des ascenseurs B et F ont été remplacés.

En 2016, les 5 portes de l'ascenseur B et le moteur de l'ascenseur E ainsi que tous les amortisseurs des cages ont été remplacés.

En 2017, les boutons de tous les ascenseurs ont été abaissés, et le moteur et la traction de l'ascenseur A ont été remplacés ainsi que les portes de l'ascenseur C.

En 2018, le moteur de l'ascenseur D et les portes de l'ascenseur G ont été remplacés. Le système de téléphonie (approuvé par le Conseil en sa séance du 28/2) a été remplacé pour un montant de 10.680,67 € TVA comprise.

En 2019, les portes de l'ascenseur F et le moteur de l'ascenseur C ont été remplacés.

En 2020 et 2021, aucun investissement n'a été réalisé en raison de la crise du coronavirus.

En 2022, nous recommencerons à investir en remplaçant les portes de l'ascenseur D et le moteur de l'ascenseur G.

Montant total des travaux à réaliser : 49.639 € TVA cocontractant 0 % déductible (voir l'offre jointe en annexe)

Avis et visa du service financier

Le budget requis a été prévu sous le compte du budget annuel 0950-00 23500000 « Installations, machines et équipements – immobilisations corporelles industrielles ». Pour 2022, il reste un budget disponible de 497.229,99 €.

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

Décide

Article 1^{er} – Le marché 'Remplacement des portes de l'ascenseur D' et 'Remplacement du moteur de l'ascenseur G' est attribué à la firme Technilift, établie Brusselsesteenweg 181 à 1785 Merchtem, pour un montant total de 49.639 € TVA cocontractant 0 % déductible.

Article 2 – Le marché visé à l'article 1^{er} sera régi par le Cahier général des charges.

Article 3 – Le marché visé à l'article 1^{er} sera financé au moyen des crédits prévus pour le projet d'investissement 0950-00 23500000 « Installations, machines et équipements – immobilisations corporelles industrielles ».

5. Service social – Fourniture minimale de gaz naturel et tarif exclusif nuit 2022-2023 – Période du 01/11/2022 au 31/03/2023

Le Conseil,

Contexte

Le Gouvernement flamand a marqué le 30 septembre 2022 son accord de principe sur les mesures visant à atténuer l'impact des prix extrêmement élevés de l'énergie pour les ménages. L'une des mesures consiste à renforcer le système de la fourniture minimale de gaz naturel et à l'étendre aux clients qui se chauffent à l'électricité par le biais du tarif exclusif nuit.

L'intervention est recalculée pour les deux sources de chauffage comme représentant 60 % du coût moyen de la consommation par type de logement pendant l'hiver, et constitue donc une aide substantielle pour les ménages.

Vu l'afflux attendu des demandes, le budget a été majoré de 2 millions et porté à 45 millions d'euros. Les montants (voir annexe) ont été publiés le 19/10/2022.

Le CPAS de Wemmel adhère depuis des années à cette aide dans le cadre de la lutte contre la pauvreté énergétique.

Fondements juridiques

- Arrêté du Gouvernement flamand relatif à l'énergie du 19/11/2010
- Articles 5.4.6 à 5.6.10 inclus de l'arrêté du Gouvernement flamand relatif à l'énergie du 19/11/2010
- Articles 1^{er} et 57, §1^{er} de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976

Motivation

Le CPAS adhère à une politique proactive et préventive en matière de prise de conscience énergétique et de lutte contre la pauvreté énergétique.

La présente mesure cadre dans cet objectif de politique.

Avis et visa du service financier

Le CPAS prévoit chaque année un budget pour cette prestation de services spécifique.

Le fournisseur d'énergie intervient exceptionnellement pour 90 % dans la dépense de l'article 0900-00 64810004 du cycle de politique et de gestion, correspondant pour l'année 2022 à un budget prévu de 4224 €. Il reste sur cet article un solde de 1068,48 €.

Pour 2023, un budget de 4308 € a été prévu. Ce budget sera évalué périodiquement compte tenu du montant par intervention.

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

Décide

Article unique – Le Conseil du CPAS accepte d'adhérer à l'aide pour la fourniture minimale de gaz naturel et le tarif exclusif nuit 2022-2023.

6. Personnel – Adaptation du statut juridique du personnel de la commune et du CPAS

Le Conseil,

Contexte

1) Le Conseil communal a approuvé le 28/04/2022 le règlement sur l'utilisation des vélos de service pour le personnel de la commune et du CPAS.

Les membres du personnel qui souhaitent obtenir un vélo en leasing peuvent :

- y consacrer leur prime de fin d'année ;
- y consacrer un certain nombre de jours de vacances ;
- y consacrer leur indemnité vélo.

Pour que ce règlement puisse être appliqué, ces possibilités doivent être reprises dans le statut juridique du personnel.

2) Depuis 2020, l'administration locale doit octroyer à chaque membre du personnel employé à temps plein un montant de 200 euros sous la forme d'avantages sociaux (et un montant calculé au prorata aux membres du personnel employés à temps partiel). Lors de la répartition, il convient de tenir compte de la valeur maximale par chèque dans le cadre de la fiscalité. Ces montants sont les suivants :

- maximum 250 euros pour les écochèques ;
- maximum 100 euros pour les chèques sport et culture ;
- maximum 40 euros pour les bons à faire valoir auprès des commerçants locaux.

A l'heure actuelle, les avantages sont répartis comme suit (art. 217, §2 du statut juridique du personnel) :

- 100 euros pour les écochèques ;
- 60 euros pour les chèques sport et culture ;
- 40 euros pour les bons à faire valoir auprès des commerçants locaux.

Les écochèques sont versés par la voie électronique sur la carte Sodexo (sur laquelle sont également versés les chèques-repas). Jusqu'à l'année dernière, les chèques sport et culture étaient remis sur papier. A partir de 2022, seul un versement par le biais d'une application sur smartphone sera en principe possible (à titre exceptionnel, des chèques sur papier pourront encore être remis). Les bons à faire valoir auprès des commerçants locaux sont remis sur papier.

A la demande des organisations syndicales, une enquête de satisfaction a été menée auprès des membres du personnel concernant leur satisfaction à l'égard de cette répartition.

Résultats de l'enquête

142 des 218 membres du personnel ont répondu à l'enquête (= 65 % de réponses).

2 questions leur étaient posées :

1. Quel bon à valoir préférez-vous ? Indiquez votre ordre de préférence.

Ecochèques

1^{er} choix pour 67,8 % des membres du personnel interrogés

2^e choix pour 14,9 % des membres du personnel interrogés

3^e choix pour 11,5 % des membres du personnel interrogés

4^e choix pour 5,7 % des membres du personnel interrogés

Bons à faire valoir auprès des commerçants locaux

1^{er} choix pour 18,4 % des membres du personnel interrogés

2^e choix pour 35,6 % des membres du personnel interrogés

3^e choix pour 28,7 % des membres du personnel interrogés

4^e choix pour 17,2 % des membres du personnel interrogés

Chèques sport et culture

1^{er} choix pour 6,2 % des membres du personnel interrogés

2^e choix pour 48,3 % des membres du personnel interrogés

3^e choix pour 29,9 % des membres du personnel interrogés

4^e choix pour 14,9 % des membres du personnel interrogés

Une combinaison des 3 chèques

1^{er} choix pour 6,9 % des membres du personnel interrogés

2^e choix pour 1,1 % des membres du personnel interrogés

3^e choix pour 29,9 % des membres du personnel interrogés

4^e choix pour 62,1 % des membres du personnel interrogés

2. Quel chèque ne voulez-vous pas recevoir ?

35 % des membres du personnel interrogés ne veulent pas recevoir de chèques sport et culture.

28 % des membres du personnel interrogés ne veulent pas recevoir de bons à faire valoir auprès des commerçants locaux.

7 % des membres du personnel interrogés ne veulent pas recevoir d'écochèques.

7 % des membres du personnel interrogés veulent recevoir tous les bons à valoir.

Fondements juridiques

- Décret sur l'administration locale
- Statut juridique du personnel de la commune et du CPAS

Motivation

L'approbation des modifications du statut juridique du personnel relève de la compétence du Conseil du CPAS.

Avis et visa du service financier

Avis rendu le 10/08/2022 par l'équipe de gestion (MAT)

L'équipe de gestion recommande d'adapter la répartition des avantages sociaux en fonction de la préférence des membres du personnel et de prévoir chaque année 200 euros d'écochèques pour un membre du personnel employé à temps plein (et un montant calculé au prorata pour les membres du personnel employés à temps partiel). Il s'agit d'un avantage supplémentaire pour les membres du personnel, de sorte qu'il convient de faire en sorte qu'un maximum de membres du personnel puissent le faire valoir. De plus, l'octroi d'écochèques est la possibilité qui nécessite le moins de travail administratif.

L'équipe de gestion recommande de ne plus prévoir pour l'instant de bons à faire valoir auprès des commerçants locaux pour les membres du personnel. Ces bons ne sont pas encore entrés dans les habitudes (ni pour les habitants, ni pour les membres du personnel) et l'offre disponible pour les faire valoir est encore trop limitée. Si un nouveau bon à faire valoir auprès des commerçants locaux venait à être émis, la répartition des avantages sociaux pourrait à terme être réexaminée.

Avis rendus le 25/08/2022 par le Collège et le Bureau permanent

Adapter comme suit la répartition des avantages sociaux à partir de 2022 : 160 euros d'écochèques et 40 euros de bons à faire valoir auprès des commerçants locaux. Le Service Economie locale devra inciter davantage de commerçants à adhérer au système des bons à faire valoir auprès des commerçants locaux afin de créer une offre suffisante. A terme, il faudra examiner la possibilité de prévoir une version numérique.

Avis du 22/09/2022 du comité de concertation de base BOC

Les organisations syndicales se disent satisfaites que la répartition des avantages sociaux ait été (en partie) modifiée en fonction des résultats de l'enquête organisée. Elles comprennent que l'administration souhaite prévoir des bons à faire valoir auprès des commerçants locaux afin de stimuler l'économie locale, mais rappellent qu'il est question ici de prévoir un avantage pour le personnel et non pour l'économie locale. En ce sens, elles trouvent dommage que l'avis de l'équipe de gestion ne soit suivi qu'en partie.

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

Décide

Article unique – Le Conseil du CPAS approuve les adaptations suivantes du statut juridique du personnel de la commune et du CPAS (en néerlandais dans le texte du statut juridique du personnel).

Artikel 195bis

De eindejaarstoelage kan op vraag van het personeelslid geheel of gedeeltelijk worden omgezet in een theoretisch budget waarmee het personeelslid voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit kan kiezen, die gelijkwaardig zijn aan die van een eindejaarstoelage in geld zoals omschreven in de Rechtspositiebesluiten van 7 december 2007 en 12 november 2010.

Het personeelslid doet in voorkomend geval afstand van zijn recht op de gehele of gedeeltelijke eindejaarstoelage.

Het personeelslid moet zijn keuze maken om de eindejaarstoelage geheel of gedeeltelijk om te zetten op een moment dat er nog geen verworven rechten op die eindejaarstoelage bestaan.

Wanneer het personeelslid kiest voor een gedeeltelijke omzetting van de eindejaarstoelage, vermindert hiermee het bruto bedrag van de eindejaarstoelage.

Het theoretisch budget waarvan sprake in voorgaande lid is niet opeisbaar. De voordelen die het personeelslid vrij kiest binnen de grenzen van dit theoretisch budget, worden wel opeisbaar van zodra ze opgenomen worden in een individueel akkoord tussen het personeelslid en zijn bestuur. Bij gebrek aan een individueel akkoord, blijft het recht op de eindejaarstoelage onverkort van toepassing.

Gedurende de hele periode waarin het personeelslid de keuze maakt voor de voordelen van fietsmobiliteit, bestaat de eindejaarspremie voor hem niet meer. Indien tijdens of na de periode waarin de voordelen ter bevordering van de fietsmobiliteit worden omgezet, zou blijken dat het theoretisch budget groter was dan nodig, wordt het saldo aan het personeelslid overgemaakt na afhouding van de noodzakelijke bijdragen. De teruggestorte gelden verliezen het karakter van eindejaarstoelage. In voorkomend geval worden die teruggestorte gelden beschouwd als een gewone premie in geld.

Artikel 217 §2

Het personeelslid heeft recht op ecocheques en lokale handelaarsbonnen.

Het jaarlijkse bedrag van deze cheques wordt bepaald in verhouding tot de tewerkstellingsbreuk en het aantal dagen waarop er recht is op loon of daarmee gelijkgesteld:

- De ecocheque : €160/ jaar voor een voltijds personeelslid
- De lokale handelaarsbon : €40/jaar voor een voltijds personeelslid

Bij onvolledige prestaties wordt het toegekende bedrag pro rata per cheque berekend. Voor het personeelslid dat in- of uit- dienst treedt gedurende het kalenderjaar worden de cheques pro rata met deze in- of uitdiensttreding berekend.

De referteperiode voor de berekening van deze cheques loopt van 01/12 van het vorige kalenderjaar t.e.m. 30/11 van het huidige kalenderjaar. De cheques worden jaarlijks in de maand december volgend op de referteperiode toegekend.

Artikel 222 bis

Het personeelslid kan op vraag van het personeelslid het budget van fietsvergoeding zoals opgebouwd volgens deze rechtspositieregeling, geheel of gedeeltelijk inruilen voor de voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit.

De in het eerste lid vermelde fietsvergoeding kan worden omgezet in een theoretisch budget waarmee het personeelslid andere voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit kan kiezen, die gelijkwaardig zijn aan die van de fietsvergoeding zoals omschreven in de Rechtspositiebesluiten van 7 december 2007 en van 12 november 2010.

Het personeelslid moet zijn keuze maken om zijn fietsvergoeding om te zetten ten laatste op de laatste werkdag van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin de voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit worden aangevraagd.

Artikel 234 bis

Het personeelslid kan op vraag van het personeelslid vakantiedagen, die per kalenderjaar boven het minimum van 28 (als het recht op minimum 30 vakantiedagen is vastgesteld) en 24 (als het recht op 26 vakantiedagen is vastgesteld) dagen uitstijgen, omzetten binnen voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit.

Het personeelslid doet in voorkomend geval afstand van zijn recht op deze bijkomende vakantiedag(en). De in het eerste lid vermelde vakantiedagen kunnen worden omgezet in een theoretisch budget waarmee het personeelslid andere voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit kan kiezen, die gelijkwaardig zijn aan die van een vakantiedag zoals omschreven in de Rechtspositiebesluiten van 7 december 2007 en van 12 november 2010.

Het personeelslid moet zijn keuze maken om een of meerdere bijkomende vakantiedagen om te zetten ten laatste op de laatste werkdag van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin de voordelen ter bevordering van fietsmobiliteit worden aangevraagd.

Het theoretisch budget waarvan sprake in voorgaande lid is niet opeisbaar. De voordelen die het personeelslid vrij kiest aan de hand van dit theoretisch budget, worden wel opeisbaar van zodra ze opgenomen worden in een individueel akkoord tussen het personeelslid en zijn bestuur. Bij gebrek aan een individueel akkoord, blijft het recht op de vakantiedagen onverkort van toepassing.

7. Personnel – Adaptation du règlement de travail du personnel de la commune et du CPAS

Le Conseil,

Contexte

- 1) Mise à jour de la liste des membres du personnel disposant d'un certificat de secouriste.
- 2) A la suite de l'achat de vélos électriques pour le personnel de la commune et du CPAS, une adaptation du règlement relatif à l'utilisation des vélos de service (annexe au règlement de travail) est requise.

Fondements juridiques

- Décret sur l'administration locale
- Règlement de travail du personnel de la commune et du CPAS

Motivation

L'approbation d'une modification du règlement de travail relève de la compétence du Conseil du CPAS.

Avis et visa du service financier

Avis du 22/09/2022 du comité de concertation de base BOC : avis favorable concernant les modifications proposées

Vote public Approuvé à l'unanimité des voix.

Décide

Article unique – Le Conseil du CPAS approuve les adaptations du règlement de travail du personnel de la commune et du CPAS (en néerlandais dans le texte du règlement de travail).

Bijlage 1 - nuttige gegevens - wijziging personen in bezit van EHBO-attest:

Sarah Hunaerts est remplacée par Laurence Meuleman.

Bijlage 10 - policy dienstfietsen:

Artikel 1 : Doelstelling

Onderhavige policy heeft als doel duidelijke afspraken te maken met betrekking tot het gebruik van de ter beschikking gestelde dienstfietsen van de gemeente en het OCMW van Wemmel.

De doelstelling is dat elke gebruiker weet wat zijn/haar rechten en plichten zijn met betrekking tot de fiets.

Onderhavige policy maakt integraal deel uit van het arbeidsreglement van het personeel van de gemeente en het OCMW van Wemmel en is van toepassing op elk personeelslid.

Artikel 2 : Personeel toepassingsgebied

Het bestuur van Wemmel stelt voor de uitoefening van hun functie aan personeelsleden dienstfietsen ter beschikking.

Dit heeft als bedoeling de werking en de taken binnen het bestuur te bevorderen zodoende de kwaliteit van de arbeid en de dienstverlening te verbeteren. De toekenning van een dienstfiets heeft geen permanent karakter. De opportuniteit van de terbeschikkingstelling kan steeds door het diensthoofd herzien worden

Artikel 3 : Verzekering

Het personeel is tijdens de dienstreizen verzekerd voor arbeidsongevallen. De niet-elektrische dienstfietsen zijn niet verzekerd. De elektrische dienstfietsen zijn wel verzekerd. Kleding, bagage en privéartikelen zijn niet verzekerd.

Artikel 4 : Beheer van toebehoren

Elke dienstfiets is voorzien van een fietsslot, fluoehesje en helm.

Artikel 5 : Gebruik van dienstfietsen

1. Wie kan gebruik maken van een dienstfiets en waarom

Personeelsleden kunnen een fiets van het bestuur gebruiken voor het uitvoeren van de aan hen door de gemeente of het OCMW opgedragen taken of werk gerelateerde doeleinden. Privégebruik van deze fietsen is niet toegestaan. De fiets mag alleen door het personeelslid zelf gebruikt worden en niet door derden. De fiets mag uitsluitend gebruikt worden tijdens de diensturen en niet voor woon-werkverkeer.

2. Praktische afspraken

- Indien mogelijk moet er bij elke dienstverplaatsing gebruik gemaakt worden van de dienstfiets.
- Na gebruik moet de fiets op de daartoe bestemde stalplaats worden gezet.
- Het personeelslid dat gebruik maakt van de fiets wordt eveneens geacht zich aan de verkeersregels te houden en een eventuele boete t.g.v. een verkeersovertreding is ten laste van de werknemer.
- Het personeelslid moet bij vertrek het diensthoofd of de collega's op de hoogte brengen van de dienstreis (bestemming), hetzij mondeling, hetzij per mail.
- Het is niet toegestaan om op de fiets te roken, te eten of te drinken, te bellen of te sms'en.
- Het personeelslid moet de fiets steeds op slot zetten bij het achterlaten. Al het toebehoren dient steeds meegenomen te worden en mag niet achtergelaten worden.

Artikel 6 : Onderhoud van het fiets

Eventuele defecten of nodig onderhoud wordt gemeld aan het aanspreekpunt per locatie voor de dienstfietsen zodat de herstelling kan geregeld worden. Hierbij de aankoopprocedure gevolgd.

Artikel 7 : Wat in geval van schade, ongeval of verlies

1. Schade

Schade aan de fiets of het toebehoren dient zo spoedig mogelijk gemeld te worden aan het aanspreekpunt per locatie voor de dienstfietsen. Deze meldt dit vervolgens aan de algemeen directeur die beslist of de kosten, verbonden aan de vervanging van materialen, ofwel ten laste zijn van het bestuur ofwel van het personeelslid. Schade die is ontstaan doordat het personeelslid in strijd met deze procedure heeft gehandeld bv. het laten rijden van een derde, wordt op het personeelslid zelf verhaald.

2. Ongeval

Het personeelslid is verplicht elk ongeval meteen te melden aan het aanspreekpunt per locatie voor de dienstfietsen. Indien van toepassing moet een aanrijdingsformulier volledig ingevuld te worden dat aan aan het aanspreekpunt per locatie voor de dienstfietsen bezorgd wordt. De opmaak van een proces-verbaal door de politiediensten is steeds wenselijk, doch zeker verplicht in geval van lichamelijke schade.

3. Verlies of diefstal

Ieder verlies of elke diefstal moet onmiddellijk worden gemeld aan het aanspreekpunt per locatie voor de dienstfietsen. Deze meldt dit vervolgens aan de algemeen directeur die beslist of de kosten, verbonden aan de vervanging, ofwel ten laste zijn van het bestuur ofwel van het personeelslid.

Artikel 8 : Maatregelen bij het niet naleven van deze procedure

Boetes wegens overtredingen van de wegcode en verkeersreglementen worden door het personeelslid die de overtreding beging zelf betaald of door het bestuur verhaald op het

personeelslid. Iedere inbreuk tegen de bepalingen van deze procedure wordt gemeld aan de algemeen directeur. Hij/Zij beslist of de inbreuk al dan niet wordt overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen of het vast bureau, die een beslissing neemt over wie aansprakelijk moet worden gesteld en welke sanctie hieraan gekoppeld wordt overeenkomstig de algemene bepalingen van het arbeidsreglement.

(s) Le directeur général
Audrey Monsieur

Au nom du CPAS,

Le président du CPAS
Armand Hermans



La séance est levée à 20h00.

Le directeur général
Audrey Monsieur

Le président du CPAS
Armand Hermans

